

**Déclaration plénière du MSC à l'occasion de la Journée internationale de la femme rurale
15 octobre 2019**

Présentée au nom du MSC par Silvia Dywili, Marche mondiale des femmes, Mozambique

Il est choquant de constater qu'aujourd'hui 820 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim, la majorité d'entre elles étant des femmes et ce dans toutes les régions.

Nous pensons que le système alimentaire mondial est basé sur une discrimination fondée sur le genre et sur la violation des droits des femmes et que le système actuel perpétue ces violations. Afin de réaliser une société juste et équitable dans laquelle les femmes peuvent jouir pleinement de leurs droits, nous devons placer au centre de toutes nos actions un modèle alternatif de consommation et de production qui garantit les droits des femmes, qui reconnaît leur rôle central et qui se fonde sur l'agroécologie et le paradigme de la souveraineté alimentaire.

Nous reconnaissons la CEDEF et la Recommandation générale N° 34 sur les droits des femmes rurales.

Les droits fonciers restent au cœur de nos revendications, car les femmes, en particulier les jeunes femmes, constituent de loin le segment le plus important de la population sans terre à travers le monde. L'accaparement foncier par les entreprises se traduit par un énorme accaparement de terres agricoles dans tous les pays. Partie intégrante des stratégies de prise de contrôle des ressources, l'accaparement des terres en est parmi les signes les plus flagrants ; même dans les pays riches, des pays ne disposant pas suffisamment de surfaces agricoles ou ne pouvant produire assez de nourriture accaparent autant de terres qu'ils peuvent obtenir. Il en résulte des expulsions massives de nos populations, en particulier des populations autochtones et des communautés rurales, qui sont réprimées, pourchassées et forcées de quitter leurs terres ancestrales, fuyant la campagne pour trouver un moyen de subsistance, souvent en étant obligé de laisser derrière elles les femmes.

Si la revendication de droits fonciers reste au cœur de la lutte pour les droits des femmes, elle revendique également l'accès et le contrôle de toutes les ressources reproductives ainsi que le contrôle des marchés. La lutte actuellement menée à travers le monde pour le contrôle des ressources a un impact énorme sur la vie des femmes et des jeunes filles qui doivent affronter une violence physique, économique et politique permanente. Le patriarcat continue de jouer un rôle énorme dans le contrôle de la vie des femmes et en particulier des jeunes femmes. Ce sont elles qui souffrent de la faim ; au Mozambique, les femmes et les enfants constituent le segment le plus important des personnes souffrant de malnutrition anémique.

Les femmes sont à l'avant-garde de la revendication de l'agroécologie comme forme de production permettant d'éliminer de nombreuses formes de violence qui affectent leur quotidien. L'Agroécologie leur permet par exemple de cultiver des aliments sains et nourrissants, qui ne sont pas pollués par les poisons chimiques que le système de production d'aliments industriels déverse sur les cultures. L'agroécologie est également la voie à suivre pour lutter contre la crise climatique. Il est essentiel que les droits des femmes soient considérés comme primordiaux.

Actuellement, des initiatives politiques vagues et des stratégies à faible impact sont utilisées pour diluer les droits des femmes. Pour nous, l'autonomisation des femmes n'est pas la même chose que la lutte pour les droits des femmes ; nous sommes déjà autonomes et n'avons pas besoin de telles platitudes. Nous exigeons d'être considérés comme égaux en droits et que nos droits inaliénables soient reconnus, promus et appliqués.